

VISIOCONFERENCE L'ASSURANCE RC AR-CO

Bruno VINCENT

Avocat au barreau du Brabant Wallon

BUILD & LAW
CABINET D'AVOCATS

INFORMATIONS PRATIQUES

- Veuillez **couper** votre **micro** et votre **caméra** durant les explications
- Les questions seront posées via le Chat (par écrit donc) à la fin de l'exposé pendant une pause d'un quart d'heure
- Maître VINCENT y répondra après cette pause
- La séance se terminera une fois les questions / réponses achevées

L'exposé débutera dans 10 minutes
(17h45)

TEXTE ASSURANCE RC OBLIGATOIRE

- Renouvellement de la police d'assurance collective de la responsabilité professionnelle des experts

ET

- Mise en conformité des conditions générales et particulières à la loi du 9 mai 2019 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile professionnelle des architectes, des géomètres-experts, des coordinateurs de sécurité-santé et autres prestataires du secteur de la construction de travaux immobiliers et portant modification de diverses dispositions légales en matière d'assurance de responsabilité civile dans le secteur de la construction.

Police collective

- Des conditions générales 219 – 1 - GRP
- Police collective D19200004 – Conditions particulières

DITIONS GENERALES

Définitions

La mission (article 1.5)

L'assurance est limitée aux biens immobiliers **en Belgique** et aux missions constatées par une **convention écrite**.

DITIONS GENERALES

Objet de l'assurance – (Article 2)

2.1 Garanties

Responsabilité contractuelle à l'exception de la responsabilité décennale (concerne les expertises privées ou l'expert est désigné par la convention des parties, mais aussi les conseillers techniques)

Conséquences civiles d'une responsabilité pénale - Responsabilité civile Exploitation (extra contractuelle) = Responsabilité 1382 et ss Code civil = responsabilité extracontractuelle. (concerne les expertises judiciaires)

DITIONS GENERALES

Objet de l'assurance – (Article 2)

2.2 Exclusions

A cet égard, n'entrent pas dans le champ de la garantie :

- la responsabilité en tant que Maître d'ouvrage ou propriétaire, dont la responsabilité sur base de l'article 544 et 1386 du Code civil belge ;
- la responsabilité en tant que fondateur, actionnaire et/ou organe d'une société ou association, pour la gestion de celle-ci;
- les poursuites et condamnations au pénal ;
- la responsabilité résultant de l'usage d'un véhicule ;
- la responsabilité de l'Assuré envers le personnel, les stagiaires et autres collaborateurs, dans le cadre de la législation sur les accidents du travail ;
- la responsabilité relative aux Missions non-déclarées.

Objet de l'assurance – (Article 2)

2.3 Ajout de garanties **moyennant un avenant**

Les cas de responsabilité de l'Assuré indiqués ci-dessous sont couverts uniquement à condition qu'un avenant ait été

préalablement signé par les deux parties :

- des Missions d'une valeur estimée à plus de 50 millions d'euros en Belgique ;
- des Missions à l'étranger ;
- des Missions relatives à des tunnels, ponts, écluses, barrages, travaux en mer, lacs et cours d'eau ;
- des Missions relatives à des centrales nucléaires ;
- des Missions exigeant l'usage de techniques expérimentales ;
- Des Missions relatives au stockage et à la distribution des fluides, autres que ceux nécessaires aux installations sanitaires, de chauffage, de réfrigération, d'égouttage et voirie.

DITIONS GENERALES

Art. 5 Sinistres pendant la durée

Les sinistres couverts sont ceux qui font l'objet d'une **demande écrite en réparation pendant la durée du contrat** et qui se rapporte à un **dommage qui s'est produit durant cette même durée**.

Principe des polices « claims made ».

Sur cette règle s'ajoute deux tempéraments :

1. La couverture de **postériorité** (article 6).
 - **postériorité obligatoire payante**
 - **postériorité obligatoire gratuite**
 - **postériorité facultative payante**
2. La couverture **d'antériorité (pas d'application)**

DITIONS GENERALES

Art. 9 . Obligations du Preneur d'assurance

Le Preneur d'assurance est tenu pour lui-même et s'engage pour le compte de ses Assurés :

- à insérer les clauses suivantes dans tout contrat qui est conclu avec le Maître d'ouvrage à partir de la prise d'effet du présent contrat d'assurance :
 - o La responsabilité pour vices cachés autres que ceux prévus à l'article 1792 du Code civil belge s'étend sur une période de trois ans à partir de la réception provisoire. Ces vices doivent être dénoncés par le Maître d'ouvrage durant cette période.
 - o Les parties s'interdisent toute citation en justice sans mise en demeure préalable.
 - o L'Assuré n'assumera pas les conséquences pécuniaires résultant des erreurs et des fautes des autres intervenants à l'acte de bâtir, dont le manque d'accès à la profession ou le non-respect des obligations sociales et fiscales.
- à déclarer à l'Assureur toute aggravation du risque pendant le contrat, comme spécifié dans l'article 81 de la Loi sur les assurances.

DITIONS GENERALES

L Exclusions

et exclus de la couverture :

s dommages causés directement ou indirectement par une modification du noyau de l'atome, la radioactivité ou la production d'ions ionisantes ;

s dommages corporels résultant d'une exposition à l'amiante, fibre d'amiante ou matériaux contenant de l'amiante ;

s dommages résultant de lésions corporelles suite à l'exposition à des produits légalement interdits ;

s dommages causés par les véhicules automoteurs, dans les cas de responsabilité visés par la législation sur l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteur ;

s dommages causés par un acte de guerre, des faits similaires, d'une guerre civile, des troubles civils et politique et de révolte ;

s dommages pour lesquels la réglementation prévoit une intervention financière en faveur des victimes d'actes de terrorisme ;

s dommages causés par des catastrophes naturelles ;

s réclamations liées à des dommages en raison d'atteinte graduelle de l'environnement et les conséquences qui en découlent ;

~~dommage direct ou indirect causé par un ou des virus informatiques ;~~

s réclamations afférentes aux avis donnés en matière de : (i) choix et emplacement d'une installation, dans la mesure

les réclamations portent sur le préjudice financier ou économique entraîné par ce choix et non sur les qualités

conséquences de l'installation, notamment sa stabilité ou son fonctionnement ; (ii) conjoncture ou de situation du

marché, d'opérations financières ;

s dommages résultant d'opérations financières, d'abus de confiance, de malversations, de détournements ou de tous

procès analogues, ainsi que de concurrence déloyale ou d'atteintes à des droits intellectuels tels que brevets d'invention, mar

produits, dessins ou modèles et droits d'auteur ;

DITIONS GENERALES

2 Fautes lourdes

Assuré est déchu de sa couverture d'assurance pour les conséquences d'une faute lourde. La garantie reste cependant ouverte aux Assurés en leur qualité de commettant si l'auteur des Dommages est un préposé exécutant et que les faits ont été produits à l'insu des Assurés, de leurs organes ou de leurs préposés dirigeants.

Sont considérées comme fautes lourdes :

- faute intentionnelle ;

- toute infraction pénale généralement quelconque de l'Assuré, comme auteur, coauteur ou complice :

 - o d'abus de confiance, escroquerie, détournements ou actes similaires, actes de concurrence déloyale,

 - o poser des actes dans un état d'ébriété, sous l'influence d'alcool ou de stupéfiants.

Déchéance de la couverture lors d'un dommage direct ou indirect causé par un ou des virus informatiques en l'absence d'un back up de données conservées dans le cloud ou en l'absence de la mise à jour régulière d'un « antivirus » pour le matériel informatique.

DITIONS GENERALES

14 Obligations en cas de sinistre

que l'Assuré a connaissance d'un fait pouvant engendrer la mise en cause de sa responsabilité ou d'une réclamation, il a l'obligation de :

transmettre dans les plus brefs délais le formulaire "Déclaration de sinistre" et fournir tous les renseignements et documents se rapportant au Dommage actuel ou possible ;

en cas d'urgence, user de tous les moyens en son pouvoir pour arrêter ou limiter les effets d'un Dommage, tout en veillant à ne pas apporter aux biens sinistrés des altérations de nature à rendre impossible la détermination des causes et de l'importance du Dommage ;

fournir toute l'assistance nécessaire permettant de régler ou de contester toute Réclamation ou d'entamer une procédure ;

abstenir de toute reconnaissance de responsabilité, de transaction, offre ou promesse de paiement sans avoir au préalable demandé l'autorisation de l'Assureur. L'aveu de la matérialité d'un fait ou la prise en charge par l'Assuré des premiers secours ne peuvent constituer une cause de refus de garantie par l'Assureur ;

abstenir d'intervenir quant à d'éventuels recours ou appels en garantie contre des Tiers, sauf accord préalable de l'Assureur ;

comparaître en personne si la procédure l'exige et effectuer toute démarche requise par l'Assureur ;

ne pas intervenir volontairement comme partie dans une procédure ou dans une expertise avec un expert tiers et/ou être présent en tant que conseiller du Maître d'ouvrage pendant pareille expertise, sans avoir demandé l'autorisation préalable à l'Assureur.

Le non-respect de l'une des obligations précitées entraînera le paiement, par l'Assuré, d'une indemnité équivalente au préjudice subi par l'Assureur suite au non-respect de cette obligation.

DITIONS GENERALES

Art. 18 Direction du litige et choix des conseils

Art. 19 Conflit d'intérêts en cas de sinistre

A. ETENDU DE LA GARANTIE

1.1 Montants Garantis par sinistre, avant indexation

Responsabilité exploitation:

- Pour dommages matériels et immatériels schade
- Pour dommages corporels
- Pour objets confiés

Responsabilité professionnelle :

- Pour dommages matériels et immatériels
- Pour dommages corporels
- Pour objets confiés

Couvertures complémentaires:

- Frais de sauvetage
- Intérêts relatifs à l'indemnité due en principal par l'Assureur, les frais afférents aux actions civiles ainsi que les honoraires et frais des avocats et experts.

Montants

Franchises

€ 1.250.000,00

€ 250

€ 2.500.000,00

-

€ 10.000,00

Min € 250 + 10% du dommage, max € 1250

€ 500.000,00

Min € 250 + 10% du dommage, max € 1250

€ 1.500.000,00

-

€ 10.000,00

Min € 250 + 10% du dommage, max € 1250

€ 500.000,00

€ 500.000,00

Les couvertures pour l'Assureur sont limitées par sinistre aux montants mentionnés ci-dessus, indépendamment du nombre de membres affiliés et Assurés qui pourraient être concernés par le même sinistre.

DITIONS PARTICULIERES

B. PRISE D'EFFET ET DUREE

Par dérogation aux CG la police prend effet le 01/01/2020.

Il est précisé que les garanties de la présente police seront acquises aux nouveaux membres à dater de leur inscription moyennant communication de leur identité à l'Assureur et paiement de leur contribution au Preneur d'assurance.

C. PRIME

1.2 Prime hors taxes et frais

1.2.1 Prime minimum

La prime minimum hors taxes et frais : € 4.000

1.2.2. Prime forfaitaire par Assuré – personne physique :

- par année : € 450
- pour les nouveaux membres après le 30 juin € 250

Les activités Assurés :

- Les expertises diverses (juridique, privé, amiable, etc...)
- Les missions comme médiateur (médiateur, arbitre, conciliateur, ...) dans la construction.

L'Assureur peut revoir la prime d'un Assuré en fonction de sa statistique sinistre et ceci au moins 3 mois avant l'échéance annuelle.

Si un Assuré met fin à ses activités, la prime de postériorité sera appliquée conformément à l'article 6.2 des condition générales.

L'Assureur se réserve le droit de refuser un candidat Assuré.

G. AV219-1-GRP

Certaines phrases dans les clauses figurant dans les Conditions Générales, mentionnées ci-dessous ne sont pas d'application dans la police :

- art 1.8 dommage : « Il en va de même pour le refus de paiement d'honoraires et/ou de frais professionnels et les demandes de remboursement d'honoraires et/ou de frais professionnels. » à compléter par « l'Assureur couvre la défense en justice relative à la taxation des honoraires. »
- art. 2.2 à savoir la responsabilité relative aux missions non-déclarées
- art. 9 :
 - o La responsabilité pour vices cachés autres que ceux prévus à l'article 1792 du Code civil belge s'étend sur une période de trois ans à partir de la réception provisoire. Ces vices doivent être dénoncés par le Maître d'ouvrage durant cette période.
 - o L'Assuré n'assumera pas les conséquences pécuniaires résultant des erreurs et des fautes des autres intervenants à l'acte de bâtir, dont le manque d'accès à la profession ou le non-respect des obligations sociales et fiscales.

H. DIVERS

- Le Preneur est d'accord que les échanges de courrier relatif à sa police, à la déclaration des Assurés et à la gestion des sinistres aient lieu par e-mail.
- Le Preneur est prié de remettre à l'Assureur les certificats et/ou diplômes des Assurés, pour autant qu'ils ne sont pas inscrit à L'Ordre des Architectes, nu au registre des experts judiciaires.
- Si un Assuré n'est plus membre de la fédération, la couverture d'assurance cesse à la date du fin de l'affiliation à la fédération.
- Les conditions de cette police sont attribuées à la fédération NCDAB ainsi qu'à la fédération CNEAB. En cas de révision des conditions, les 2 polices seront adaptées sur les mêmes bases.

DITIONS PARTICULIERES

I. DESCRIPTIONS

Les assurances responsabilité civile exploitation (RC exploitation) et professionnelle (RC pro) ont en commun de couvrir les dommages causés à des tiers. Mais elles interviennent dans des circonstances distinctes selon que le sinistre est lié ou non à l'exécution des prestations de l'assuré.

Les deux premiers paragraphes de l'article 6.1.1. concernent la postériorité pour arrêt de l'activité, le troisième paragraphe concerne celle pour changement d'assureur.

MERCI POUR VOTRE ATTENTION

BUILD & LAW

CABINET D'AVOCATS